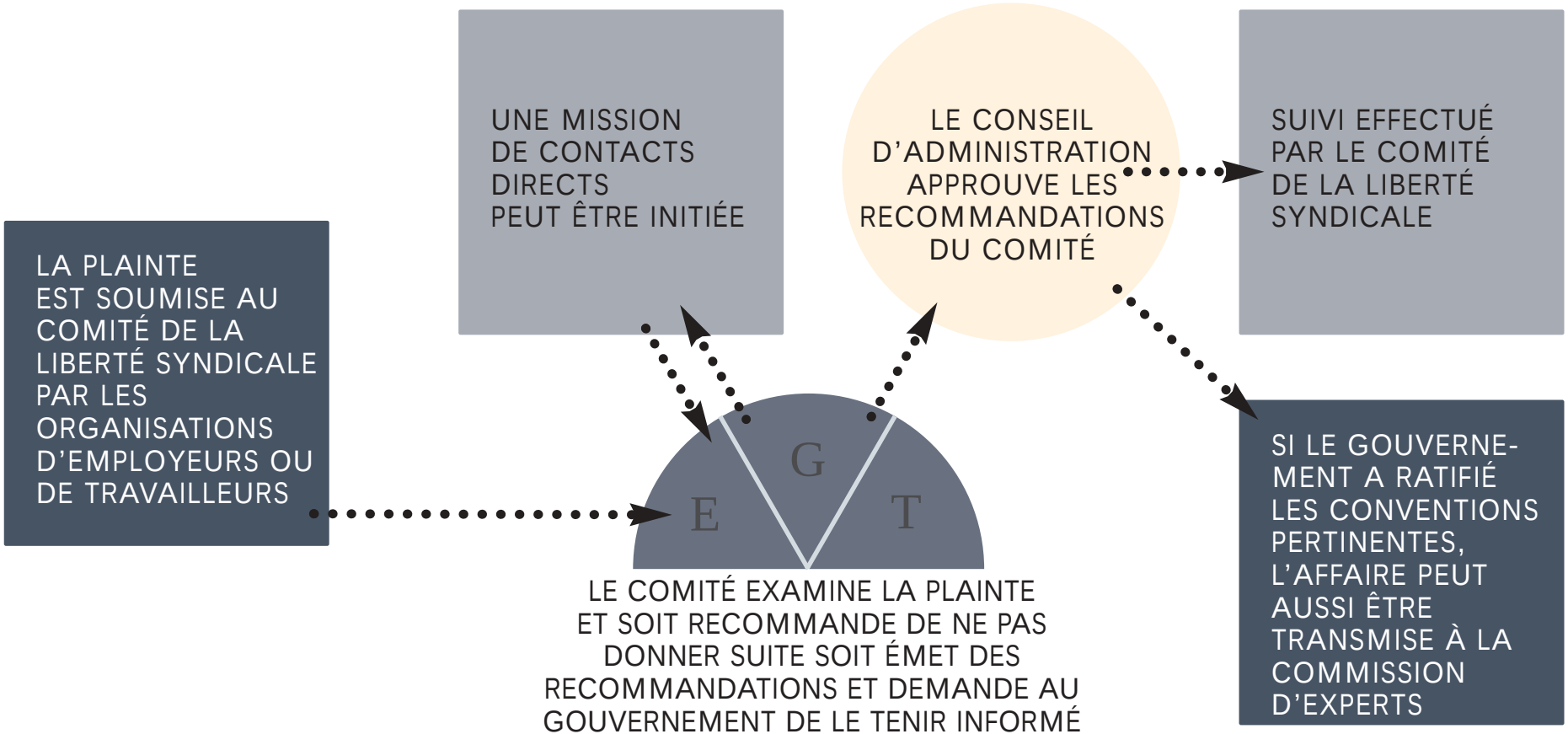La procédure en matière de liberté syndicale